



Le musée national Picasso appartient à tout le monde

La CGT-Culture avait fait le choix jusqu'alors de ne pas s'exprimer publiquement sur la situation du musée national Picasso et sur ses aspects sociaux pourtant extrêmement préoccupants. Nous avons en effet décidé de nous en remettre aux voies habituelles du dialogue social dans la Fonction publique. C'est ainsi, que nous avons saisi à plusieurs reprises, à la demande des personnels du musée, les instances représentatives des personnels quant à la détérioration des conditions de travail et à des faits avérés de souffrance au travail.

Nos échanges avec le cabinet de la Ministre et son administration sur ce dossier difficile sont permanents depuis maintenant plusieurs mois. Nous n'avons pas manqué non plus de nous adresser aux membres du conseil d'administration du musée pour les alerter de cette situation d'urgence et les exhorter à prendre leurs responsabilités devant la santé des personnels. Faut-il rappeler que « *l'administrateur judiciaire de la succession Picasso* » est membre de droit du conseil d'administration. On peut ainsi raisonnablement penser que Monsieur Claude Picasso ne saurait ignorer ces faits. Pourtant, à ce jour, il n'a pas jugé utile de répondre à nos sollicitations.

Reste que les résultats de l'expertise conduite par la médecine de prévention du Ministère se sont montrés accablants. Ceci est tellement vrai que la Ministre a demandé immédiatement à l'Inspection générale des affaires culturelles d'intervenir en son nom pour établir une enquête administrative.

Si chacun naturellement est libre de s'exprimer le plus librement du monde dans la presse comme il l'entend, la CGT-Culture souhaite, pour sa part, rétablir un certain nombre de vérités.

La CGT-Culture n'a effectivement eu de cesse de revendiquer que la réouverture de ce musée national exigeait des emplois supplémentaires. Ce que la Ministre a fini par entendre en créant quarante emplois. Ce qui, dans le contexte actuel, et tout particulièrement au Ministère de la culture, constitue une décision politique importante, même si elle ne nous satisfait pas pleinement numériquement.

Ces forces indispensables à la sécurité des collections et à l'accueil des publics doivent arriver par trois vagues successives pour être opérationnelles à compter de la date de réouverture du musée fixée en septembre par la Ministre. C'est le seul calendrier raisonnable au regard des obligations d'une telle institution à l'endroit de tous les publics et de ses personnels.

Nous sommes soucieux des personnels qui œuvrent tous les jours à la réussite de ce projet. Nous sommes également soucieux de l'arrivée dans les meilleures conditions de celles et ceux qui vont être recrutés et qui ont volonté de contribuer activement au rayonnement international de l'œuvre de Picasso. Et nous n'oublions pas, bien sûr, la communauté scientifique, en particulier les conservateurs du patrimoine, singulièrement outragés par les propos tenus dans la presse, il y a encore quelques heures, par l'héritier du grand peintre.

N'en déplaise probablement à certains, la CGT-Culture, quitte à se répéter, ne transigera pas avec la sécurité des collections, la santé des personnels et la qualité de l'accueil de tous les publics.

Les déclarations que l'on peut lire ces jours-ci dans la presse sont outrancières pour ne pas dire parfaitement choquantes. On peut y voir une tendance regrettable à privilégier les intérêts particuliers au détriment de l'intérêt général et de la démocratie culturelle que nous appelons de nos vœux.

Nous voulons redire notre attachement, et celui de tous les personnels qui servent le service public culturel, au caractère universel de l'œuvre de Pablo Picasso et de cette merveilleuse collection léguée à l'Etat pour le bonheur et l'épanouissement du plus grand nombre.

Paris, le 7 mai 2014